Russie : des députés municipaux demandent la démission de V.Poutine

Description

Dans le sillage d'un groupe de députés d'un des conseils municipaux de Saint-Pétersbourg qui ont initié, le 7 septembre, une demande de démission du président russe Vladimir Poutine et son jugement pour haute trahison, le conseil des députés du district municipal Lomonossov de Moscou a exprimé le lendemain la même demande. Les élus ont argué du fait que, depuis le dernier mandat du chef de l'État, « *tout va mal* » : le PIB n'a pas doublé comme annoncé, le salaire minimum n'a pas augmenté, une part massive de la population, travailleuse et intelligente, quitte le pays et la stabilité promise s'est évaporée. Les députés municipaux moscovites ont estimé qu'à la veille des élections locales, il convenait de laisser la place à une nouvelle génération d'élus. Ce que n'a pas fait V. Poutine qui, estiment-ils, a fait dans un premier temps du bon travail ; mais, ensuite, « *tout a dérapé* » : « *La rhétorique que vous et vos subordonnés avez utilisée pendant longtemps est imprégnée d'intolérance et d'agressivité, ce qui, au final, a renvoyé notre pays à l'époque de la guerre froide. La Russie est de nouveau crainte et haïe, et nous menaçons de nouveau le monde avec des armes nucléaires. Compte tenu de ce qui précède, nous vous demandons de démissionner de votre poste car vos opinions et votre modèle de gouvernement sont désespérément dépassés, entravent le développement de la Russie et de son potentiel humain*. »

L'adresse des élus pétersbourgeois, signée par 7 d'entre eux sur 10 et destinée à la Douma d'État, va plus loin encore puisqu'elle envisage de juger V. Poutine pour haute trahison, conformément à l'article 93 de la Constitution russe : les députés évoquent directement la guerre en Ukraine pour expliquer ce crime. Ils estiment que la décision de lancer l'invasion de l'Ukraine est préjudiciable à la sécurité de la Russie et de ses citoyens, puisque des militaires russes sont blessés et tués. Mais cette guerre provoque aussi le départ des investisseurs étrangers et une fuite des cerveaux accélérée. Par ailleurs, alors qu'au nombre des objectifs annoncés, le Kremlin a évoqué la démilitarisation de l'Ukraine et le fait de contenir l'élargissement de l'OTAN, il se passe exactement le contraire. Les élus précisent que le fait de citer ces objectifs ne signifie pas qu'ils les approuvent ; mais que, même selon sa propre terminologie, le président russe est en échec et contribue surtout à affaiblir la sécurité nationale.

Le 9 septembre, les élus pétersbourgeois signataires ont été convoqués par la police et des rapports ont été lancés à leur encontre pour discrédit de l'armée russe. Pour le moment, ils ont reçu une amende. L'un des signataires, Dmitri Paliouga, a précisé que leur objectif était de faire savoir que certains élus s'opposaient à la politique du Kremlin.

Sources : *Svoboda.org, The Insider, Deutsche Welle, molomonosovskiy.ru*

date créée
10/09/2022
Champs de Méta
Auteur-article : Céline Bayou